

maintenaient que le cessez-le-feu devait être déclaré sans condition préalable. S'il y avait eu des conditions préalables, le cessez-le-feu aurait été impossible. C'est pourquoi, pendant l'année qui a suivi les cessez-le-feu, il n'y a eu aucune discussion et les deux gouvernements craignaient que ce vide ne soit le prélude d'un retour à la violence.

C'est pour cette raison qu'ils ont créé le comité international et lui ont confié un mandat de deux mois pour établir si les groupes paramilitaires étaient prêts à désarmer, et pour proposer des moyens d'y arriver. Le sénateur George Mitchell, l'envoyé bénévole du président Clinton en Irlande et qui venait de quitter son poste de leader de la majorité au Sénat, a été choisi pour diriger le comité international. Les Britanniques voulaient qu'un des autres membres ait un passé militaire et soit originaire d'un pays du Commonwealth, car le comité aurait à traiter avec des groupes paramilitaires, et les Irlandais voulaient un membre issu d'un pays scandinave. Harri Holkeri a été nommé par la Finlande et Jean Chrétien m'a proposé comme représentant du Commonwealth, même s'il me restait encore un mois à faire comme chef d'état-major de la Défense. Chacun d'entre nous avait droit à un adjoint venant de son propre pays, et le ministère des Affaires étrangères a demandé à David Angell de m'accompagner, car nous avions déjà travaillé ensemble à Washington.

Au moment d'amorcer notre mandat, une de nos premières rencontres a eu lieu avec un ancien prisonnier paramilitaire loyaliste devenu homme politique. Il nous a dit que ce qu'il fallait en Irlande du Nord, ce n'était pas le démantèlement des armes mais plutôt le démantèlement des mentalités. Ce qu'il voulait faire ressortir, c'est que beaucoup estimaient que le désarmement était un geste symbolique censé refléter une évolution des moyens d'atteindre un objectif politique plutôt qu'un geste revêtant une utilité pratique du point de vue de l'élimination des armes. Selon lui, si les mentalités ne changeaient pas et si le processus de négociation n'inspirait pas confiance, les armes retirées de la circulation pourraient être rapidement remplacées par d'autres nouvellement acquises ou encore par des armes artisanales ou des engins explosifs improvisés. Mais après deux mois de rencontres avec des politiciens, les responsables de la sécurité, des citoyens et des personnes proches des divers groupes paramilitaires, il était clair qu'il ne serait pas facile de changer les mentalités. Comme nous l'a dit Billy Hutchinson, le politicien loyaliste, la méfiance régnait à de nombreux niveaux de la société nord-irlandaise. Il nous semblait évident qu'un renversement de la situation exigerait non seulement un renforcement de la confiance entre les parties, mais aussi la prise de risques.